

Français

Appel à archiver contre le génocide

Archivistes et professionnel.le.s de la mémoire solidaires avec la Palestine et leurs collègues palestiniens

Traduit de l'anglais vers le français par Kate Nugent, Université du Québec à Montréal.

5 juin 2024

Publié par les membres de [A Documentary Nakba : A Reading Group for Archival Liberation In & Beyond Palestine](#) lors du premier événement de la série de séminaires [Archives & Heritage for Palestine](#).

Mais quand j'ai lu

les derniers mots de Heba Abu Nada avant sa mort,

j'ai été poussé à diffuser cette nouvelle,

avant que sa bannière ne soit censurée

par ceux qui défendent sélectivement la liberté :

« Si nous mourons, sachez que nous sommes contents et inébranlables,

et transmettez en notre nom que nous sommes des gens de vérité ! »

- extrait d'[Urgent: News of the Death of Hiba Abu Nada, by João Melo](#)
(traduit du portugais vers l'anglais par G. Holleran; traduit vers le français par K. Nugent)

Nous assistons quotidiennement à un génocide à Gaza, retransmis en direct sur nos écrans depuis plus de 200 jours.

Nous assistons à la famine et au déplacement massif de toute une population dans un territoire assiégé, dont la grande majorité sont des personnes réfugiées venues d'autres régions de Palestine après un siècle de colonisation et d'épuration ethnique.

Nous assistons à la destruction systématique d'écoles, d'universités, d'hôpitaux, d'églises, de mosquées, de maisons et d'infrastructures civiles.

Nous sommes témoins des dimensions culturelles et informationnelles de cette horreur : pillage, incendie, bombardement et destruction à grande échelle d'archives, de bibliothèques, de musées, de sites archéologiques, de registres, de documents historiques, de manuscrits, d'environnements de vie et d'autres traces matérielles et immatérielles de la culture et de l'histoire palestinienne sur ce territoire. Cette destruction des archives n'est pas un événement exceptionnel dans l'histoire palestinienne. [Les récents bombardements des Archives centrales de la ville de Gaza, du](#)

[Musée de Rafah, de la mosquée et de la bibliothèque Omari, de la bibliothèque Edward Said, de la bibliothèque de l'Université Al-Aqsa, de la bibliothèque de l'Université islamique de Gaza et d'innombrables autres institutions de mémoire à Gaza](#) prennent leur place dans l'histoire aux côtés de la collection Khalil al-Sakakini, pillée en 1948 pour l'Université hébraïque; les archives du studio American Colony à Jérusalem, pillées en 1949; le Musée archéologique palestinien, dont Israël s'est approprié et a changé le nom en 1967; le Centre de recherche palestinien à Beyrouth, pillé et détruit par Israël en 1982; les archives de la Société d'études arabes, confisquées par le gouvernement israélien en 2001; et le Centre culturel Khalil al-Sakakini, vandalisé en 2002.

L'effacement des archives et la violence épistémique sont des outils coloniaux utilisés pour renforcer une fausse perception de la légitimité historique d'Israël. La destruction et le pillage des archives et des dépôts d'archives, parallèlement à la censure de l'information, à la déformation de l'histoire et à la destruction du patrimoine, visent à effacer le peuple palestinien, au sens figuré comme au sens propre, de ses terres ancestrales et non cédées afin que celles-ci puissent être revendiquées par des colons. Outre les crimes commis par l'État israélien et ses alliés, soutenus par des États et des institutions nationalistes, blancs et colonialistes tels que le Canada, l'Australie et les États-Unis, nous assistons à des crimes d'omission : le silence de la majorité des associations d'archivistes, des universitaires, des départements et des institutions du [Nord global](#), terme utilisé ici pour désigner les États, les élites, les entreprises et autres acteurs puissants partout dans le monde qui se caractérisent par l'exploitation, l'oppression et les relations (néo)coloniales ou qui en tirent profit.

En tant que professionnel.le.s, universitaires et étudiant.e.s en archivistique, ainsi que dans des professions et disciplines connexes liées à la mémoire et à l'information, nous publions cette lettre avant tout pour exprimer notre solidarité et notre soutien à nos collègues de Gaza, de toute la Palestine et de la Shatat (diaspora/exil), ainsi qu'à leurs familles, leurs camarades et leurs communautés, dont la souffrance, le courage, la résilience et l'engagement ont stupéfié et galvanisé le monde entier. Parmi nos collègues palestiniens que nous avons perdus à cause de la violence israélienne, nommons [Abdul Karim Hashah, Bilal Jadallah, Doaa Al-Masri, le Dr Jihad Suleiman Al-Masri, Iman Abu Saeed et Marwan Tarazi](#). En citant leurs noms, nous nous engageons à nous souvenir d'eux, à partager leurs histoires et à poursuivre leur travail de préservation de la mémoire, des connaissances, de l'histoire et de la culture palestinienne.

Nous publions cette lettre afin de dénoncer la complicité silencieuse des institutions et des espaces professionnels et universitaires spécialisés dans l'archivistique, ainsi que l'hypocrisie et le racisme qui sous-tendent ce silence. Nous appelons nos collègues professionnels et universitaires, ainsi que les institutions et les décideurs dans les

domaines de l'archivistique, de la mémoire et de l'information, à mettre fin au mépris et à l'effacement généralisé de la Palestine et du peuple palestinien dans nos espaces. Depuis trop longtemps, les domaines de l'archivistique, de l'information et de la mémoire ont institutionnalisé et normalisé une politique tacite consistant à ignorer et à faciliter la colonisation israélienne, le vol de terres, l'épuration ethnique et le déplacement forcé de populations. Nous rejetons avec tristesse et colère l'hypocrisie des institutions et personnalités universitaires, professionnelles et gouvernementales qui prétendent œuvrer pour l'équité, l'inclusion, la décolonisation, l'antiracisme et la justice sociale tout en restant silencieuses ou en facilitant le génocide de Gaza et la colonisation de l'histoire, de la culture, du savoir et des terres palestiniennes.

À ce titre, nous appelons nos collègues professionnels et universitaires travaillant dans le domaine des archives, de l'information et de la mémoire, ainsi que les départements, institutions et associations concernés, à se joindre au mouvement mondial en faveur d'un cessez-le-feu immédiat, de la fin du génocide à Gaza et de la libération du peuple palestinien partout dans le monde. Nous insistons sur la nécessité d'enseigner et d'apprendre sur la Palestine dans nos programmes de formation professionnelle et universitaire, nos établissements d'enseignement, nos programmes scolaires et nos cours. Nous reconnaissons le besoin urgent de recherches et de publications dans nos domaines qui mettent l'accent sur les expériences, les perspectives et les voix palestiniennes.

Il est également urgent de corriger nos normes, cadres et outils de catalogage, d'archivage et de métadonnées, qui sont principalement réducteurs et racistes, en ce qui concerne la géographie, le peuple, les communautés, la culture, l'histoire et les documents palestiniens. Nous devons élaborer de nouvelles approches qui s'inspirent du travail accompli par les gardien.ne.s de la mémoire palestinienne au cours du siècle dernier et au-delà dans des fonctions archivistiques clés, allant de l'acquisition et de l'accès à l'organisation et à la description des archives. Nous devons faire un effort concerté pour rassembler et mettre en valeur les documents provenant du peuple palestinien, des organisations et des communautés en Palestine et dans la Shatat (diaspora/exil). Enfin, nos appels à un accès accru resteront vains si nous ne soutenons pas également la restitution des archives et des documents volés et déplacés aux travailleurs de la mémoire, aux institutions et aux communautés palestiniennes, afin que le peuple palestinien puisse exercer son droit à l'autodétermination sur son propre patrimoine matériel et son histoire.

Il est de notre responsabilité de [boycotter et de désinvestir toutes les institutions israéliennes et organisations universitaires, culturelles, et autres](#), ainsi que les organisations [complices](#) du génocide par action ou omission, y compris celles qui

refusent de dénoncer les crimes de guerre et l'apartheid israéliens, celles qui reçoivent des fonds de l'État israélien ou collaborent avec lui, et celles qui travaillent avec l'armée israélienne ou entretiennent des relations avec elle. Chacun doit procéder à un audit complet de son institution afin de révéler les principaux fournisseurs et actifs, où qu'ils se trouvent dans le monde, qui tirent un avantage financier ou contribuent à la fabrication d'armes, à la collecte de renseignements, à la surveillance, aux colonies israéliennes illégales et aux violations des droits de la personne par Israël. Engagez-vous à désinvestir! Mettez fin à votre complicité dans le génocide, les crimes de guerre et autres violations graves des droits de la personne et du droit international commis par Israël en boycottant et en désinvestissant de tous ceux qui permettent et profitent de ces crimes et violations!

Il est de notre responsabilité de soutenir [nos collègues qui font l'objet de sanctions disciplinaires et institutionnelles](#) pour avoir défendu les droits du peuple palestinien et dénoncé le colonialisme, l'occupation et l'apartheid israéliens. Nous devons défendre le droit de chacun, partout dans le monde, à la liberté universitaire, à la liberté d'expression et au droit de se réunir et de s'organiser contre le génocide, le colonialisme et l'apartheid en Palestine et ailleurs.

En cette période critique, nous appelons tous nos collègues à travers le monde, ainsi que toute personne qui s'oppose au colonialisme et au racisme, à mobiliser toutes nos connaissances, notre expertise, nos compétences, nos ressources et nos privilèges pour lutter contre les dimensions culturelles du génocide à Gaza, dans le but de préserver l'histoire et la mémoire palestinienne et, surtout, de mettre fin au génocide et au colonialisme de peuplement perpétrés à l'encontre du peuple palestinien.

[Au cœur de cette déclaration est un appel à chacun d'entre nous à exercer notre profession de manière éthique et à archiver contre le génocide.](#)

[Signez la déclaration](#)

